

La lettre de L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE !

2026

N°81

Épisode 1

Compter : l'effet domino

Série financements publics

Le Club
d'entrepreneurs
de l'Artois

▶ Épisode 1

Compter : l'effet domino

La baisse des financements publics à de nombreux acteurs de l'économie solidaire impacte lourdement leur situation et leur survie. Par effet domino, elle touche tous les habitants, et notamment ceux qui sont déjà en difficulté. Regardons cela dans le détail et alertons tous azimuts sur l'effondrement du paysage qui risque de se produire si la tempête ne se calme pas.

Dialogue « On marche sur la tête. »

- ▶ **Léo** : Salut Léa, comment ça va dans ta belle contrée loin de la vie citadine ?
- ▶ **Lila** : Pas formidable. Mon association d'insertion réduit ses activités. On s'est adapté jusqu'à présent mais, aujourd'hui, ça ne tient plus. Il y a eu cet effet domino : nous n'avons plus les moyens d'accompagner des personnes éloignées de l'emploi. En plus, la plateforme mobilité qui facilitait leurs déplacements n'est plus financée. Du coup, certains ne peuvent plus venir travailler. C'est la double peine pour les plus précaires : non seulement ils sont en difficulté, mais en plus ils sont impactés par l'instabilité des associations qui les soutiennent. On marche sur la tête. Ça va coûter plus cher aux deniers publics car ce sont des personnes qui ne trouveront pas de travail, et donc ne paieront pas d'impôts !
- ▶ **Léo** : Ah ne m'en parle pas. Dans ma ville, l'association culturelle où j'étais bénévole a fermé. Elle faisait pourtant un super boulot de médiation avec des publics de quartiers populaires. Je m'investis au centre social, mais lui aussi licencie : plus d'aide aux devoirs, d'ateliers informatique, d'aide pour les relations avec les administrations. Les bénévoles sont débordés et les gens sont perdus. En plus, certains financeurs veulent exercer un contrôle sur les projets. On n'aurait jamais cru qu'on en arriverait là.
- ▶ **Lila** : Même dans le sport, les coupes sont drastiques. L'association du village doit augmenter ses tarifs, qui ne sont plus accessibles à tous. Elle perd le sens de son projet. Le café a fermé. Il n'y a plus de lieu où l'on peut se rencontrer.
- ▶ **Léo** : Vous ne voulez pas monter un tiers-lieu ? A Espèreh, ils ont occupé un local mis à disposition

par la mairie. C'est devenu un lieu mixte : café associatif, épicerie coopérative, il y a des ateliers de tout type mis en place par des bénévoles. Ça marche bien, le village revit peu à peu. Et la collectivité locale a décidé de les soutenir. Ils apportent du dynamisme économique et culturel.

- ▶ **Lila** : Tout est bon à prendre. C'est vrai qu'on peut rebondir, on a l'habitude de coopérer dans nos milieux : on peut mutualiser, s'associer, trouver des idées, créer...
- ▶ **Léo** : Créer, d'accord, s'adapter aussi, mais n'oublions pas de continuer à nous mobiliser face à une situation qui n'est pas acceptable.
- ▶ **Lila** : Tu viens à la rencontre des Solidaires de l'APES ? On va échanger sur nos difficultés respectives, voir ce que nous pouvons faire.
- ▶ **Léo** : Bonne idée. Il ne faut pas lâcher !



« Il suffit d'une minorité active, comme le levain fait lever la pâte. Et alors, nous aurons une France résistante. »

Stéphane Hessel

Déflagrations

C'est inédit. Au moment où la Cour des Comptes reconnaît l'apport de l'économie solidaire à la société et à l'économie, les financements publics (au niveau local, régional et national) sont fortement réduits : des structures ferment en silence, d'autres licencient, d'autres encore doivent augmenter les tarifs de leurs activités, ce qui détériore le vivre-ensemble dans les territoires. Insertion, culture, social, économie circulaire, handicap, santé, éducation, environnement, protection de l'enfance... Tous les champs d'activités et toutes les tailles de structures sont concernées.

Des organisations indispensables pour les territoires, les habitants et leur environnement ne peuvent plus exercer leurs missions correctement. Pourtant, l'économie solidaire crée des emplois durables et soutenables, évite des coûts futurs pour la société, réduit les dépendances aux contextes internationaux. Ce sont des structures qui tricotent, maille après maille, un écosystème en proximité, où les coopérations se nouent au fur et à mesure que la confiance se construit. Depuis parfois des dizaines d'années, elles agissent sur des territoires dont elles connaissent les moindres recoins, s'adaptent aux besoins, impliquent les habitants dans une démarche de « faire avec », coconstruisent des solutions avec les collectivités... Aujourd'hui, le tissu patiemment fabriqué se détricote. Quelles solutions s'offrent à elles ? Trier les publics par leur capacité financière à payer des services, sacrifier la qualité des actions au profit de la quantité,



Le parcours d'obstacle des financements.
Crédits : Parkour 59



Des chiffres

- ▶ L'ESS reçoit 7 % du total des aides aux entreprises privées alors qu'elle représente près de 14 % de l'emploi privé en France.
- ▶ Jusqu'en 2025, l'ESS était créatrice nette d'emplois. Aujourd'hui, elle en perd.
- ▶ Elle représente plus d'un quart de l'emploi dans certains territoires.
- ▶ Entre 2002 et 2025, les procédures de sauvegarde ont plus que doublé, tout comme les liquidations.
- ▶ 1/3 des associations ont 3 mois de trésorerie ou moins.
- ▶ Un organisme de formation sur 10 déclare mettre la clé sous la porte en 2026.

se fondre dans de plus grosses structures avec le risque de standardiser les réponses ? Ou disparaître purement et simplement ?

Quand la cohésion sociale s'effrite, les inégalités territoriales s'aggravent. Nous avons besoin de toutes les énergies pour traverser l'orage, résister et convaincre les élus de l'importance de nos actions, qui sont souvent trop peu visibles et peu valorisées. Et puis explorer, expérimenter des solutions nouvelles en coopération comme nous savons le faire depuis toujours. Sous peine d'alimenter les insatisfactions et le désespoir d'une population abandonnée à son sort.

Colline Acepp

« Quand ça ne tient plus, la crèche arrête son activité »

Les crèches associatives portent, en milieu urbain comme rural, une grande diversité de projets permettant un accueil de qualité des tout-petits. Elles s'adaptent à la réalité de chaque territoire et répondent aux attentes des familles dans leur diversité. Depuis plusieurs années, les collectivités territoriales - principal co-financeur des crèches associatives aux côtés de la CAF - gèlent ou baissent leurs subventions. Pour les crèches, les difficultés se cumulent : budget fragilisé, épuisement des bénévoles et des salarié-es... « Les effets sont visibles et très concrets, explique Grégoire Aylwin, directeur du réseau Colline Acepp. Quand ça ne tient plus, la crèche peut arrêter son activité. Les parents ne peuvent plus aller travailler ». Pour retrouver un opérateur rapidement, les collectivités lancent des marchés publics qui peuvent ouvrir la voie à une structure privée lucrative. Mais elles ne mesurent pas toujours le risque

que certaines familles, notamment les plus modestes, ne puissent pas accéder à ces modes d'accueil souvent plus onéreux. L'autre menace concerne la capacité d'innovation des crèches associatives. A Lille, Innov'enfance porte un système de garde à domicile pour motif professionnel ou familial : horaires décalés ou atypiques, formation, maladie. Une activité fragilisée par l'arrêt brutal d'une partie de son financement par le Département en 2024. « Nous aimerions pouvoir dialoguer davantage avec les collectivités, regrette Grégoire Aylwin. Elles ne sont pas à nos côtés pour faire les choix qui en découlent, définir des priorités ». Heureusement, certaines font d'autres choix. À Anstaing dans le Nord, la mairie a soutenu un projet de crèche associative commun avec la ville voisine de Gruson.



Crédits : Colline Acepp

colline-acepp.org

Karine Attinault

DU CÔTÉ DES ADHÉRENTS

Aisne Collecte en redressement judiciaire

Baisse de financements, erreur de recrutement, ardoise laissée par un client et trésorerie insuffisante... Comme bien d'autres, l'association d'insertion Aisne Collecte implantée dans le Soissonnais s'est trouvée en redressement judiciaire. Elle pourrait être reprise par une association de taille plus importante, ce qui permettrait de sauver les emplois. Cet Atelier Chantier d'Insertion qui réalisait la collecte de biodéchets pour sa valorisation par méthanisation pourrait dorénavant les composter sur place, une solution plus écologique.

Elle accompagne chaque année une vingtaine de personnes dans leur insertion professionnelle et travaille sur les freins à l'emploi. Elle pilote également une plateforme mobilité qui aide les habitants du sud de l'Aisne à passer le permis ou de louer voiture, deux roues..., des solutions indispensables pour trouver un travail dans ce secteur rural. « On fait partie de l'économie solidaire, ça nous paraît naturel d'adhérer, explique Gaultier Robert, son coordinateur. L'APES fait un travail intéressant de mise en réseau dans l'Aisne. »

aisnecollecte.com



ADF, de l'insertion à l'incompréhension

ADF lutte contre l'illettrisme, pour l'accès aux savoirs de base, lève les freins à l'emploi, révèle les projets professionnels. Autant d'actions menées pour le retour à l'emploi ou l'entrée en formation qualifiante des publics au RSA ou en recherche d'emploi. Ancré dans l'Aisne, le groupement compte dix centres, de Hirson à Château-Thierry. « *La qualité de nos accompagnements est reconnue par la Région et le territoire, souligne Sylvain Lefèvre, son président. Les personnes sont ensuite embauchées dans les services à la personne, l'industrie, le commerce...* » Depuis 2017, le chantier d'insertion Recycl'jouets affiche un taux de retour à l'emploi de 90%. Malgré une expertise en appui à un public qui a de grosses lacunes, qui parfois n'a jamais travaillé, malgré le maillage tissé (avec les entreprises, France Travail et les dispositifs de formation), ADF a perdu en 2025 la moitié de ses financements. Elle risque de perdre encore davan-

tage en 2026. Mille accompagnements ont été réalisés en 2024, il en reste 400 en 2025, alors que la liste d'attente s'allonge. Les cursus de formation sont fragilisés, il n'y a plus de garantie d'entrer en formation qualifiante car ce secteur est aussi touché. Résultat : des personnes motivées restent sur le carreau et les entreprises ne trouvent pas de personnel formé. De plus, les salariés permanents sont précarisés. La situation est angoissante pour tout le monde. « *On se tire une balle dans le pied avec ces économies drastiques. D'autant que nous sommes en concurrence avec des organismes nationaux qui cassent les tarifs et remportent les marchés sans avoir ni locaux ni logistique sur place...* » ADF s'attache à coopérer avec d'autres associations pour répondre ensemble à l'appel d'offres régional "Formation" de 2027.

03 23 62 95 00
📞 recycl'jouets

1- Avenir Développement Formation, groupement qui rassemble l'entreprise ADF et l'association ADF02

Coup dur pour Ecaillon Solidarité Insertion

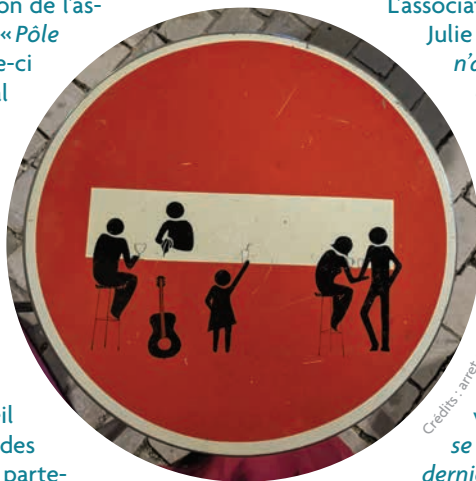
Depuis 30 ans, l'association Ecaillon Solidarité Insertion (ESI) est un acteur clé de l'insertion par l'activité économique et plus récemment (2021) de l'économie circulaire sur l'agglomération Coeur d'Ostrevent. Elle accompagne chaque année 65 personnes. Ses activités sont variées : espaces verts, restauration de meubles, recyclerie, garage solidaire... Pourtant, en 2025, la Politique de la Ville a cessé son soutien qui permettait notamment de financer son garage solidaire. Si l'on ajoute les montants de subventions gelés, les soldes revus à la baisse, les retards de paiement et l'absence de visibilité d'une année à l'autre, la gestion budgétaire relève du défi permanent. Clémence Denis, coordinatrice, souligne cette situation préoccupante : « *On n'a pas de trésorerie, donc chaque mois notre inquiétude est : est-ce qu'on va pouvoir payer les salaires ?* » L'association a déjà réduit ses charges (locaux, personnel) et se résout à restreindre ses activités. Elle arrête l'activité de garage solidaire et rend une partie des locaux pour économiser des frais. Mais disposant de moins d'espaces, elle doit arrêter aussi la recyclerie de jouets, se recentrer sur l'entretien des espaces verts et la commercialisation de meubles en palettes. Dans un territoire rural où la mobilité est un enjeu crucial, la disparition du garage aggrave l'isolement des habitants les plus précaires. Charlotte Maillet, encadrante, alerte : « *Les gens sont en colère, ils sont privés de services auxquels ils n'ont pas les moyens d'accéder autrement. Ils ont besoin de lieux d'écoute. On leur dit qu'on est toujours là, qu'on se bat. On se réinvente, mais on a besoin de soutiens !* »

03 59 03 79 42
📞 Ecaillonsolidariteinsertion

Marie-Charlotte Widehem

Le « Pôle culturel L'Arrêt Création » se demande où il va

En 2011, la famille Forquet achète un corps de ferme à Fléchin dans le Pas-de-Calais. Elle veut en faire un lieu culturel, ouvrir les portes et rendre accessibles les pratiques artistiques. La grange, le terrain et le gîte sont mis gracieusement à disposition de l'association qui se crée sous le nom de « Pôle Culturel L'Arrêt Création ». Celle-ci commence par monter un festival d'arts de la rue et fédère des bénévoles autour de ce projet. Metteuse en scène, Julie Forquet lance des ateliers théâtre, puis d'autres ateliers de musique, de création d'instruments, d'éveil corporel... Elle ambitionne de toucher toutes les classes d'âge. La CAF lui accorde l'agrément « espace de vie sociale », d'autres financeurs la soutiennent. Accueil d'artistes en résidence, marché des artisans, concerts, scènes ouvertes, partenariats avec des écoles... Les activités se multiplient. L'association embauche jusqu'à 3 salariés et se démène pour boucler le budget.



Crédits : arrêt création

En 2025, c'est la douche froide. La CAF ne renouvelle pas la convention pluriannuelle qui représente plus d'un tiers du budget. D'autres financeurs baissent leurs soutiens et décalent fortement les versements.

L'association doit mettre fin au contrat de Julie qui est la dernière salariée. « On n'a pas compris la décision de la CAF, déplore Julie. Notre approche serait trop culturelle et dans l'entre-soi mais on est un lieu vivant ici. Les parents d'enfants qui participent aux ateliers sont devenus bénévoles, on organise des auberges espagnoles... Et près de la moitié du village fréquente notre festival qui draine 6 000 personnes tous les ans. » Aujourd'hui, les bénévoles s'avouent découragés. « On se mobilise sur le festival. Si c'est le dernier, on veut que ce soit joyeux. » Un festival qui a pour nom « Mais où va-t-on? ».

On se le demande...

l-arret-creation.fr

Parkour 59 dans le saut d'obstacles

« On a de la chance d'avoir de la trésorerie et on a eu des réponses positives à des appels à projet, confie Julien Dubois, directeur de cette association roubaisienne. Mais c'est à chaque fois la roulette russe. » Hébergée dans un bâtiment de 1600 m², Parkour 59 mène de nombreux projets autour des sports urbains qu'elle utilise comme levier d'inclusion. Ce lieu accessible toute la journée accueille aussi bien des jeunes accompagnés vers l'emploi que des personnes porteuses d'un handicap, des seniors, des enfants... Avec une particularité : un médiateur sillonne le quartier pour amener les habitants vers ce lieu où ils pourront se dépasser et reprendre confiance en eux. 90 jeunes par an sont accompagnés, dont 50 % trouveront une formation, un emploi ou créeront leur activité. Par ailleurs, elle compte 400 adhérents et touche 3000 personnes chaque année.

Une trentaine de projets sont mis en œuvre et les financements sont recherchés à tous les niveaux : du local à l'europpéen voire à l'international.

« On porte des projets en collaboration avec d'autres organisations, ce qui multiplie les chances d'être retenus, mais cela demande du temps et des liens de confiance à nouer. Si on n'arrive pas à se coordonner rapidement, on rate le coche. »

Actuellement, des contrats pluriannuels se terminent et l'association cherche continuellement des financements pour mener ses actions. Elle se tourne vers les financements privés, mais les fondations sont de plus en plus sollicitées et les prestations sont plafonnées. Pour solliciter des mécènes, Parkour 59 va se former à une démarche plus commerciale.

« On est vigilant à ne pas dénaturer notre projet social, mais aujourd'hui, on a une visibilité sur 2026 uniquement. On prend le risque de démarrer certains projets sans savoir s'ils vont être financés. On se bat tout le temps. »

parkour59.com

🕒 Le Club d'entrepreneurs ESS de l'Artois envoie du bois

Depuis dix ans, ce club joue le rôle de locomotive économique et solidaire sur le territoire de Béthune-Bruay. Ce réseau pionnier est basé à la Réserve, écolieu et vitrine exemplaire de la transition écologique.

C'est dans un bâtiment d'allure impressionnante qu'est hébergé le club d'entrepreneurs dont la naissance a été accompagnée par l'APES. L'ancienne friche commerciale a été transformée en écolieu dédié aux activités de Noeux Environnement : insertion par le maraîchage, animation d'ateliers grand public sur l'alimentation, location de salles...

« Le club est composé de 35 structures de tailles très différentes et couvre des thématiques diverses, explique Anselme Gauvain, son animateur. Cela représente 500 salariés, 2000 personnes touchées, 400 bénévoles. Nous sommes bien soutenus par la communauté d'agglomération. »

« Notre objectif est de développer l'économie sur le territoire, en assumant une vraie posture entrepreneuriale, rebondit Pierre-Alain Bétrémieux, responsable de Noeux Environnement. Nous favorisons l'interconnaissance, organisons des RV business entre structures et entreprises classiques ayant une démarche RSE.... Nous sommes un réseau d'appui et d'entraide. »

Le club accompagne également des porteurs de projet qui peuvent ensuite le rejoindre, dans une démarche de réciprocité. Last but not least, il facilite la mise en place d'initiatives communes entre membres. Ainsi, « Les îlots

nourriciers de l'Artois », projet sur l'autonomie alimentaire, a pu aboutir grâce à la coopération de Noeux Environnement, du Secours Populaire, de la Ferme Sénéchal et de l'ESAT de Gohelle. Les uns apportent leurs compétences en animation, d'autres mettent à disposition des lieux, d'autres enfin amènent leurs publics accompagnés. « Nous mettons en place des « appels à projets inversés » : nous sommes forces de proposition en partant des besoins du territoire. »

clubessartois.fr
noeuxenvironnement.fr



La Réserve a été rénovée de façon écologique
Crédits : Noeux Environnement

🕒 Le Passage à niveaux embarque les habitants

Initié par l'association L'Envol, ce tiers-lieu implanté à Béthune rassemble en son « train » de multiples activités. La principale concerne la remobilisation de jeunes en difficulté par la pratique intensive du théâtre, du chant et de la danse. Avec à la clé la possibilité d'être formés aux métiers du spectacle par l'association. « Nous utilisons la pratique artistique pour qu'ils retrouvent confiance en eux, explique Gaëtan Homerin, coordinateur du projet. C'est la même démarche que nous avons avec d'autres publics comme les écoliers ou les personnes bénéficiaires du RSA... »

Dans sa salle de spectacles sont programmés concerts, pièces de théâtre, tributes... et les bénévoles amènent leurs idées. Le tiers-lieu héberge également un restaurant solidaire « Chez kantina » et une cuisine collective.

« Via le club d'entrepreneurs ESS, nous menons un projet sur la mobilité avec Artois Bas Carbone et le Secours Populaire : des ateliers d'autoréparation de vélos et des balades en groupes sont organisés. » Mais les contraintes économiques amènent l'association à diversifier ses activités. « Nous sommes vigilants à ce que cela ne dénature pas le projet. »

📍 Le-Passage-à-Niveaux

L'APES J'ADHÈRE !



L'adhésion est un engagement puissant qui renforce notre capacité d'action collective et notre visibilité auprès des partenaires et des publics. Ensemble, oeuvrons pour le sens commun et portons un message politique en faveur de l'économie solidaire et de la transition ! Vous aussi, faites entendre votre voix à l'AG, en

séminaire, devenez référent-e sur une thématique... Valorisez vos actions dans les publications de l'APES, créez des liens et enrichissez les événements et temps collectifs du réseau !

Parce que chacun-e a quelque chose à partager, la cotisation, qui contribue au fonctionnement de l'association, ne doit pas être un frein. Un prix solidaire est possible !

“Ramène ta gamelle” : un exemple d'événement vie de réseau. Fruit du travail avec les membres du réseau APES, ce format, pensé pour se retrouver et se reconnaître, est simple à organiser (chacun-e apporte son repas) informel et très convivial. Tout le monde peut organiser un Ramène ta gamelle chez lui et/ ou y participer chez les copains. Lancez-vous !

Fanny Obled

► **Contact :** contact@apes-hdf.org

ILS/ELLES PARLENT DE NOUS

« La gouvernance partagée reste un sujet d'amélioration continue »

Gaëlle Coppe, directrice des associations

« Saint Jean » et « Les aînés d'Acheux »

« Notre groupement d'associations basé à Péronne et Acheux-en-Amiénois intervient sur les soins à domicile des personnes fragilisées et l'aide aux aidants dans les territoires de l'Est de la Somme et du Pays du Coquelicot. Nous sommes très engagés dans les réseaux, et quand l'APES nous a sollicités, cela nous a beaucoup intéressés. Nous avons besoin d'animation de notre collectif d'acteurs de l'ESS car nous sommes la tête dans le guidon. Le PETR Cœur des Hauts-de-France a relancé la dynamique. L'APES a été facilitatrice, elle nous a présenté d'autres initiatives inspirantes, nous a mis en relation avec d'autres territoires. Nous travaillons sur des thèmes transversaux, comme l'alimentation avec le projet d'épicerie solidaire, et nous coconstruisons une feuille de route sur l'ESS. Nous avons à présent des projets de développement sur la mobilité. L'objectif est de créer une plateforme qui couvre un territoire plus étendu. »

► association-saint-jean.com

UN PAS EN AVANT

LA RÉSERVE DE BIOSPHERE « CŒUR DE L'AISNE »

Une mosaïque de paysages variés entre forêts, collines et vallées, une richesse en flore et faune, un patrimoine historique, le Laonnois et le Chaunois ont inspiré la création d'une nouvelle association. « La Réserve de biosphère Cœur de l'Aisne » souhaite mobiliser les élus pour obtenir le label par l'Unesco, afin d'enclencher une dynamique de développement économique durable du territoire tout en sauvegardant le patrimoine naturel et culturel. « Nous voulons mobiliser les habitants pour avoir une vision plus positive du territoire, explique Nicolas Baudouin, membre de cette association. Nous pourrions nous appuyer aussi sur la recherche, l'innovation et l'éducation populaire. »

nbeaudoin@wanadoo.fr



APES, Maison de l'Économie Sociale et Solidaire,
235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25
contact@apes-hdf.org
www.apes-hdf.org



Directeur de la publication Luc Belval, président de l'APES
Coordination et rédaction (sauf mention autre) : Patricia Hanssens
Comité de rédaction bénévole Nathalie Bardaille, Luc Belval, Bernardetta Morano, Anne-Marie Flandrin, Gérard Dechy, Jeanne Bailly Pascal Desreumaux, Joackim Lebrun, Christine Masse, Magali Nayrac, Fanny Obled, Audrey Bordas, Marie-Laure Carlu, Aurélie Dolé, Carine Ollive-Carlier, Olivia Ruel-Mailfert, Karine Attinault, Éric Vanhuyse, Marie-Charlotte Widehem.

Création graphique Fanny Falgas

Illustrations Oriane Marie

Gravure – Impression : La Monsoise – tirage à 400 exemplaires

L'APES est le réseau des acteurs de l'économie solidaire des Hauts-de-France. Ses adhérents se reconnaissent dans des valeurs et des pratiques solidaires, ils se placent dans une démarche d'amélioration continue.